

Qui va gouverner l'Allemagne?

Au moment où la France remet en question le système de formation de ses dirigeants, allant jusqu'à proposer d'établir des jurys populaires pour les contrôler, les premières promotions sortent fraîches émoulues des toutes nouvelles écoles d'élite allemandes...



PHOTO : BERTRAND SAINT GUILHEM 2007

Difficile de dessiner le profil moyen du dirigeant politique allemand : Angela Merkel tout comme Joschka Fischer sont parvenus à la tête de l'Etat sans avoir étudié les sciences politiques et jusqu'à aujourd'hui, l'opinion publique ne s'intéressait guère à la formation des hommes politiques. En 2000, l'électrochoc des mauvais résultats de l'étude « PISA » en Allemagne pousse le pays à se réformer : un classement des universités et des filières d'excellence a été publié, tandis que plusieurs écoles de troisième cycle, destinées à la formation des futurs leaders, ont vu le jour.

En France, le modèle traditionnel de formation des élites remonte à la création de la très centraliste III^{ème} République. Il s'appuie sur une sélection intellectuelle – les concours d'entrée – qui consacre un principe, celui de la méritocratie républicaine. Sciences Po (née en 1872) et l'ENA en constituent les ar-

chétypes. Cependant, selon Yves Sintomer, professeur de sociologie à l'Université Paris VIII, les dirigeants politiques français ont « une bonne formation technique mais une expérience sociale insuffisante pour appréhender les problèmes sociaux dans leur diversité. Ils représentent le savoir privé d'une petite couche sociale »

En Allemagne, après la Seconde Guerre mondiale, la classe politique a dû être entièrement renouvelée. La sélection des élites est donc une préoccupation relativement récente. Pourtant, depuis la fin des années 1990, de nouvelles formations payantes naissent à Berlin et en Brandebourg, proposées par des écoles privées ou en partenariat avec des universités. 'Master in European Business', 'Master of European Governance and Administration', 'Studiengang Europawissenschaften'..., les étudiants sont recrutés sur dossier et entretien, et dans cer-

tains cas, il est possible d'obtenir une bourse pour couvrir les frais de scolarité. Pour Yves Sintomer, également directeur-adjoint du Centre Marc Bloch à Berlin depuis septembre 2006, c'est « un atout d'avoir des formations diversifiées. Mais même si ces nouvelles écoles d'élite représentent une tendance importante, les meilleurs étudiants n'y vont pas. En plus, le risque est de former une génération de technocrates ». Selon le directeur de la Hertie School of Governance, le Prof. Dr. Michael Zürn, l'ouverture internationale reste cependant un plus incontestable : « Nous avons pris modèle sur nos partenaires de Londres (London School of Economics), Paris (Sciences Po) et New York (Columbia University), pour proposer une formation qui prenne aussi en compte le contexte européen. Avec un 'Master of Public Policy', nos diplômés peuvent exercer des fonctions au Parlement européen, dans des ministères fédéraux allemands, aux Nations Unies, mais aussi auprès d'ONG, de groupes d'intérêts ou de cabinets de conseils. »

Dans un autre esprit, la formation de l'élite allemande est aussi prise en charge par

des organisations comme l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) ou même des fondations privées, qui encouragent de jeunes diplômés allemands à travailler à l'international grâce à des stages tous frais payés et des séminaires de préparation. Le réseau de contacts proposé permet ainsi une insertion plus facile dans le monde des institutions internationales. Pour Vera Hanus, ancienne boursière du 'Postgraduate Program in International Affairs', « ce programme a été décisif pour trouver, après mon stage à l'OTAN, un poste aux Nations Unies ». Face à la quantité de formations en compétition, quel sera en l'espace d'une génération l'équivalent de l'ENA sur les rives de la Spree ?

MÉLANIE DE MELLO ET YANN BAILLOT

<http://www.daad.de/>

<http://www.studienstiftung.de/>

<http://www.bosch-stiftung.de/>

<http://www.uni-potsdam.de/mega/campus.html>

<http://www.hertie-school.org/>

<http://www.europawissenschaften-berlin.de>

<http://www.eusg.de>

<http://www.esmt.org>

FRANCE, PRÉSIDENTIELLES 2007 : LES AUTRES ACTEURS DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE (N°8)

Jacques Chirac

Il l'a annoncé en grande pompe, sur quatre chaînes télévisées, à une heure de grande écoute. Pourtant, personne ne doutait de la non-candidature de Jacques Chirac, tout comme de son importance dans la campagne.

« La base est unie, la tête se tire dans les jambes » c'est comme ça que le *Spiegel* décrivait l'ambiance à droite à la veille de l'intronisation de Nicolas Sarkozy comme candidat à la présidentielle. Michèle Alliot-Marie venait juste de renoncer à sa candidature, Dominique de Villepin « se demandait tout haut s'il allait participer au congrès ou non »... Si les caciques de l'UMP ont aujourd'hui rallié leur président, la presse allemande reste unanime : le plus grand adversaire de Nicolas Sarkozy, c'est Jacques Chirac.

Dans un article intitulé « L'ennemi à l'Elysée », Alain-Xavier Wurst, de l'hebdomadaire *Die Zeit*, explique : « Le président français s'y connaît quand il s'agit de liquider politiquement ses adversaires. Sa carrière est une longue liste de trahisons, de promesses non tenues et d'intrigues, dont certaines menèrent, intentionnellement, son propre camp à la défaite ».

Jacques Schuster du quotidien de droite *Die Welt* s'inquiète de l'effet de « Chirac, le diviseur » sur son favori. Dépité par le suspens entretenu

par Chirac sur sa candidature et rappelant quelques décisions (telle la dissolution de l'Assemblée Nationale en 1997) que Chirac prit au détriment de son propre parti, Schuster diagnostique : « Si Chirac ne parvient pas à contrôler ses pulsions suicidaires, il y aura une nouvelle tragédie dans le camp conservateur. »

Chirac kamikaze ? Au lendemain de son passage dans une émission télévisée dominicale, la *tageszeitung* voyait se multiplier les signes « montrant que Chirac a compris que les Français ne le tenaient en aucun cas pour indispensable ». Reste que Nicolas Sarkozy aura, même lors de l'annonce de la non-candidature du président en exercice, longtemps attendu

que Chirac lui accorde un soutien sans enthousiasme pour la présidentielle. Une « attitude surréelle » qui, selon Kim Rahir du *Spiegel*, pourrait tout simplement avoir « pour but de signaler [que Chirac] ne considère pas son dynamisme et volontaire ministre de l'Intérieur comme le meilleur candidat pour mener la droite à la victoire. »

M.V.



PHOTO : AFP / PATRICK KOVARIK

Hertie-School, histoire d'un bâtiment

Pour une dizaine de milliers d'euros par an, la Hertie-School propose à une poignée d'étudiants de débattre autour de la table ronde de l'ancien cabinet de Gerhard Schröder ou de boire le café dans l'ancien bureau personnel d'Erich Honecker. Forcément, on se laisse impressionner par les trente millions investis pour sa rénovation. Le majestueux portail tout d'abord, fraîchement redoré, ou ces vitraux XXL qui exposent des scènes de vies idéalisées du socialisme. Un peu plus loin, les lustres made in RDA côtoient les installations high-tech, le tout dans un écrin rouge et blanc, où l'utilisation du bois naturel est omniprésente.

Sur les étagères, aucun livre. Dans les couloirs, pas un bruit. Même les pelouses sont désertes. Le campus n'exploite pour l'instant que la moitié de l'espace qu'il loue à la ville. Mais à partir de la rentrée prochaine, 180 étudiants devraient y étudier. Paradoxalement, l'air manque dans ces grands couloirs vides où l'on se sent si petit. La vie, aussi. Pourtant, sur le fronton du hall d'entrée, trône encore au-dessus des têtes de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg l'inscription : « Et si nous survivons, si nous y arrivons, la vie sera notre programme. L'humanité salvatrice règnera sur le monde ». Sur le mur voisin, leurs noms gravés dans le marbre en lettres dorées, les entreprises ayant soutenu la création du campus en ricanant encore...

EVE MINAULT